

Internet, un outil de la démocratie ?

Patrice FLICHY

Internet est-il une chance ou une menace pour la démocratie ? Le levier d'une balkanisation de l'opinion publique ou le ferment de nouvelles pratiques délibératives ? Patrice Flichy présente ici une importante synthèse des travaux (dont les siens) disponibles sur ces questions. Un panorama qui casse bien des préjugés...

Depuis qu'internet commence à se diffuser dans le grand public, une controverse réapparaît régulièrement : ce nouveau dispositif de communication favorise-t-il le débat démocratique ? Cette discussion a trouvé une nouvelle actualité avec l'apparition des blogs et plus largement des applications du web 2.0 qui permettent à l'internaute de s'exprimer encore plus facilement que précédemment. Internet, contrairement à la radio ou à la télévision, met en situation d'égalité l'émetteur et le récepteur, c'est donc, à première vue, l'outil idéal pour une démocratie participative où le citoyen pourrait intervenir très régulièrement dans le débat public. Je me propose dans ce papier d'examiner comment cette question a d'abord été abordée au démarrage de cette nouvelle technologie, puis dans la période actuelle. Internet reproduit-il la concentration des médias traditionnels ou permet-il à de nouveaux acteurs de prendre la parole ? Le nouvel univers électronique favorise-t-il la délibération démocratique ou une balkanisation des opinions publiques ? Enfin, internet est-il en symbiose avec de nouveaux modes d'engagement citoyen ? Quinze ans après le lancement de l'informatique de réseau dans le grand public, un tel bilan paraît nécessaire.

Agora électronique ou confusion

Au début des années 1990, internet est souvent présenté comme une nouvelle agora électronique¹. Dans le premier livre qui va populariser cette nouvelle technologie², le journaliste Howard Rheingold compare longuement internet à l'espace public habermassien.

¹ Pour une analyse des utopies fondatrices d'internet, voir Patrice Flichy *L'imaginaire d'Internet*, La Découverte, Paris, 2001. Sur la démocratie électronique, voir le chapitre 7 ainsi que Thierry Vedel, « L'idée de démocratie électronique. Origines, visions, questions », in Pascal Perrineau (dir.) *Le désenchantement démocratique*, Editions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 2003, pp. 243-266.

Il y voit un dispositif capable de revitaliser la démocratie. Cette vision politique d'internet sera reprise par de nombreux auteurs et notamment par Al Gore, alors vice-président des Etats-Unis, lors d'un discours à l'Union Internationale des Télécommunications [<http://www.goelzer.net/telecom/al-gore.html>]³. Elle constituera un des éléments forts d'attraction de cette nouvelle technique.

Mais rapidement des universitaires qui observent le comportement des communautés en ligne contestent cette perspective. Les forums sont souvent le siège de ces guerres d'injures (*flame wars*) où les internautes défendent violemment des opinions dont ils ne veulent plus démordre. Pour Mark Poster⁴, les débats en ligne ne correspondent pas aux caractéristiques de l'espace public, à savoir un débat entre égaux où les arguments rationnels prévalent et où on cherche à élaborer une position commune. Internet ne répond qu'à la première caractéristique. Les internautes peuvent effectivement échanger sur un pied d'égalité. Par contre, l'échange argumenté est loin d'être toujours la règle. Le débat ne tend pas vers l'élaboration d'une position commune, mais plutôt vers une multiplication de points de vue contradictoires. Cet éclatement des opinions est encore renforcé par le fait que les identités des internautes sont floues et mobiles. Non seulement les interlocuteurs utilisent des pseudos et se créent une identité virtuelle, mais encore ils peuvent changer d'identité, en avoir plusieurs.

Cette coexistence des identités qui a été étudiée par Sherry Turkle⁵ semble être une des causes majeures de cette difficulté des communautés en ligne à construire un point de vue commun. Dans la vie réelle, les différentes facettes d'un individu sont unifiées par leur inscription dans un même corps, dans les interactions en face à face, chaque interlocuteur ressent ainsi la complexité de l'autre et peut s'appuyer sur cette complexité pour trouver un accord. Les communautés virtuelles encouragent, au contraire, la multiplicité de points de vue rigides plutôt que la flexibilité⁶.

Des communautés d'intérêt moins homogènes qu'on ne le croit

Ces travaux académiques issus principalement de la psychologie ou de la psychosociologie semblent disqualifier de façon définitive le débat public en ligne. Or la pratique des

² Howard Rheingold, *The Virtual Community. Homesteading on the Electronic Frontier*, Harper Perennial, New York, 1994.

³ Al Gore, *Remarks at International Telecommunications Union*, Buenos Aires, March 21, 1994, <http://www.goelzer.net/telecom/al-gore.html>

⁴ Mark Poster, « Cyberdemocracy : The Internet and the Public Sphere », in David Holmes (ed), *Virtual Politics, Identity and Community in Cyberspace*, Sage, Londres, 1997, pp. 212- 228.

⁵ Sherry Turkle, *Life on the Screen*, Touchstone, New York, 1997.

⁶ On trouvera également des thèses voisines dans Beth Kolko et Elisabeth Reid, « Dissolution and Fragmentation : Problems in On-line Communities », in Steven Jones (ed), *Cybersociety 2.0* Sage, Thousand Oaks, 1998, p. 212-229.

forums, des chats ou des listes de discussion constitue toujours une activité importante des internautes. Ceux-ci ne se rendent pas dans ces espaces virtuels uniquement pour le plaisir de s'injurier ou de simuler une autre identité ! Les communautés en ligne ont été caractérisées par les fondateurs d'internet comme des communautés d' « intérêt commun »⁷. Il est ainsi plus facile que dans la vie réelle de trouver des individus qui puissent partager tel ou tel de nos intérêts. Cet échange ne concerne pas l'ensemble de la vie d'un individu, mais certains aspects de sa personnalité liés à un domaine des loisirs mais aussi à des aspects plus intimes : maladies, événements familiaux... L'échange sera intense mais limité à une facette de la personnalité. On peut alors parler d' « intimité instrumentale ». Ces communautés [<http://www.cairn.info/revue-reseaux-2004-2-page-141.htm>] qui sont très abondantes sur internet et souvent pérennes peuvent échanger des expériences ou des connaissances⁸. Elles ont été principalement étudiées par des économistes et des sociologues.

Les « communautés épistémiques » sont particulièrement intéressantes à observer, parce qu'elles associent des participants de compétences diverses. Les communautés de logiciels libres en sont un très bon exemple. Elles associent des développeurs, des utilisateurs experts et des novices. Les premiers apportent leur aide et leurs conseils aux deux autres, mais à l'inverse ces derniers apportent aux développeurs des informations sur les défauts et les inadaptations du logiciel. Si les échanges sont donc en principe équilibrés, les experts jouant un rôle de médiation entre les développeurs et les novices, il y a néanmoins un risque de congestion de la communauté. Ces communautés ne peuvent se maintenir que si elles sont régulées. Dans le cas de Debian, sous-communauté Linux étudiée par Nicolas Auray⁹, de nombreuses procédures ont été mises en place, pour formater *a minima* les textes envoyés, gérer les messages signalant des erreurs (bugs), organiser le cycle des corrections, sélectionner les candidats développeurs... Une liste de discussion permanente, la *Debian Policy*, est le canal obligatoire pour recevoir et débattre des propositions nouvelles. Des dispositifs complexes de vote sont prévus. Il s'agit d'une démocratie directe tempérée par la compétence technique et la connaissance des archives.

⁷ Joseph Licklider and Robert Taylor, "The Computer as a Communication Device", *Science and Technology*, April 1968, Reprinted in *In Memoriam : J.C.R. Licklider 1915-1990*, Digital Systems Research Center, Palo Alto, California, 1990 p. 38.

⁸ Pour une typologie de ces communautés voir Michel Gensollen, « Economie non rivale et communautés d'information », *Réseaux*, 2004, n° 124, pp. 141-206, <http://www.cairn.info/revue-reseaux-2004-2-page-141.htm>

⁹ Nicolas Auray, « La régulation de la connaissance : arbitrage sur la taille et gestion aux frontières dans la communauté Debian », *Revue d'économie politique*, mars 2004, pp. 160-182. Nicolas Auray, « Le sens du juste dans un noyau d'experts : Debian et le puritanisme civique », in Serge Proulx, Françoise Massit-Folléa et Bernard Conein (eds), *Internet, une utopie limitée. Nouvelles régulations, nouvelles solidarités*, Québec, Les presses de l'université Laval, 2005, pp. 71-94.

On pourrait citer bien d'autres exemples dans le domaine de la santé¹⁰, des critiques des produits culturels... Dans tous ces cas, les communautés d'intérêt constituent un domaine où internet peut être un vrai lieu d'échange et de débat public productif. On constate également que ces communautés sont moins homogènes qu'on ne l'estime souvent. Experts et novices s'y côtoient de façon constructive.

Le consommateur et le citoyen

La discussion sur la place d'internet dans le débat démocratique a été relancée par la publication en 2001 du livre d'un juriste américain, Cass Sunstein, intitulé *Republic.com*¹¹. De cet ouvrage qui a suscité un large débat, on retiendra plus particulièrement deux points que j'étudierai successivement : la façon dont internet a tendance à faire de la souveraineté du consommateur le modèle de la souveraineté politique, et le fait que le débat politique sur internet réunit essentiellement des internautes d'opinion proche.

Ce qui distingue fondamentalement internet des médias précédents, c'est que cette technique permet d'offrir à l'internaute une information personnalisée (*customized*). Non seulement le consommateur peut trouver beaucoup plus facilement un produit directement adapté à sa demande, mais il peut également construire son propre journal. Cette idée que les futurologues de l'informatique comme Toffler, Gilder ou Negroponte appelaient de leurs vœux dans les années 1980 et au début des années 1990 est proposée couramment aujourd'hui aux internautes avec les services de portail personnalisé comme Netvibes, et les flux RSS qui permettent d'avoir une information constamment mise à jour. On est alors dans le modèle de la souveraineté du consommateur qui choisit ce qu'il veut. Cass Sunstein rappelle à juste titre que le principe de la souveraineté politique est fondamentalement différent. « Les citoyens ne pensent pas et n'agissent pas comme des consommateurs »¹². La démocratie politique est le résultat d'un gouvernement de la délibération. Les choix politiques ne correspondent pas toujours aux intérêts personnels de l'individu, mais à ceux de la collectivité. L'opinion publique se construit par le débat, l'échange et la délibération.

Au contraire, de nombreux penseurs d'internet des années 1990 qui ont souvent développé des thèses proches de celle des libertariens pensent que les choix politiques doivent être de plus en plus gérés comme des choix économiques. Louis Rossetto, fondateur de *Wired*,

¹⁰ Madeleine Akrich et Cécile Méadel, « Prendre ses médicaments / prendre la parole : les usages des médicaments par les patients dans les listes de discussion électroniques », *Sciences sociales et santé*, 2002, n° 1, pp. 89-116.

¹¹ Cass Sunstein, *Republic.com*, Princeton, Princeton University Press, 2001. Une nouvelle version mise à jour intitulée *Republic.com 2.0* a été publiée en 2007.

¹² *Ibid.* p. 114.

le grand magazine de réflexion sur internet, estime par exemple qu'avec ce nouveau réseau on peut supprimer le système scolaire public et laisser chaque famille trouver les dispositifs de formation qui lui semblent convenir pour ses enfants.

Mais ces thèses provocatrices ont trouvé une forme plus élaborée dans un article publié en 1996, par deux juristes et intitulé « The new civic virtue of the Internet ». Pour David Johnson et David Post [http://firstmonday.org/issues/issue3_1/johnson/], ce qui distingue fondamentalement le cyberspace d'un espace ordinaire, c'est que les internautes sont totalement mobiles. Ils peuvent instantanément changer de site et ainsi contrôler le pouvoir des fournisseurs d'information. C'est à travers cette mobilité et non à travers des votes que chacun peut exprimer ses préférences collectives. « Dans le monde de la communication en ligne, on ne peut pas contrôler le pouvoir des opérateurs par le principe 'une personne, une voix', mais plutôt en quittant le système. Et on peut penser que la combinaison de processus décentralisés résultant d'une part de l'action unilatérale des opérateurs pour définir le monde en ligne et d'autre part des décisions aussi unilatérales des usagers d'entrer ou de quitter ces espaces, arrivera à bien répondre aux problèmes de l'action collective¹³. » On se trouve ainsi dans un modèle où l'opinion des citoyens s'exprime de la même façon que celle des consommateurs, en abandonnant le produit ou le site internet qui ne convient plus. L'opinion publique ne se construit pas par une série de débats et d'échanges, mais à tout moment le citoyen-consommateur vote avec ses pieds ou plus exactement avec sa souris.

Cette thèse qui correspondait bien aux utopies initiales d'internet fut fortement contestée¹⁴. Plusieurs auteurs insistèrent sur le fait qu'ainsi on supprimait toute régulation d'internet par l'Etat. En répondant à ses détracteurs, David Post précisa sa position sur la régulation : « Nous n'avons pas besoin d'un plan, mais d'une multitude de plans au sein desquels les individus pourront choisir. C'est vraiment le marché et non l'action collective qui est le plus à même de nous apporter la plénitude »¹⁵.

A l'heure où internet est beaucoup plus régulé par les Etats, ce débat paraît un peu lointain, mais il n'est intéressant à citer que dans la mesure où il permet de montrer qu'il y a bien au démarrage d'internet une réelle ambiguïté entre consommateur et citoyen et qu'elle a perduré, comme l'a bien analysé Sunstein.

¹³. David Johnson et David Post, « The New 'civic virtue' of the Internet », *First Monday*, vol. 3, n° 1, 1998. http://firstmonday.org/issues/issue3_1/johnson/ p. 19.

¹⁴ Voir Andrew Shapiro, "The Disappearance of Cyberspace and the Rise of Code", (1998) 8 *Seton Hall Constitutional Law Journal* 703.

¹⁵. David. Post, « What Larry Doesn't Get: Code, Law, and Liberty in Cyberspace », *Stanford Law Review*, mai 2000, vol. 52, p. 1440. Post fait ici la critique du livre de Larry Lessig, *Code and other Laws of Cyberspace*, Basic Book, New York, 1999.

Moyen de communication et démocratie

La deuxième menace pour la démocratie que Sunstein croit voir dans internet vient du fait que les débats politiques se dérouleraient entre des personnes ayant des opinions voisines. Cette thèse qui a été en partie reprise par Azi Lev-On et Bernard Manin¹⁶ a, contrairement à la première, suscité de larges discussions.

Si personne ne conteste le fait que grâce à internet le citoyen a potentiellement accès à une information plus riche qu'auparavant et qu'il peut participer à de nombreux débats, la controverse porte plutôt sur la question de savoir si l'internaute ne consulte que des sites ou des forums proches de ses opinions ou si au contraire internet lui offre des occasions de rencontrer des positions différentes. En d'autres termes, est-ce qu'internet freine ou renforce la démocratie délibérative ?

Pour Sunstein, la matrice d'une expression publique démocratique est la prise de parole dans les parcs, la manifestation sur la voie publique. De cette façon, le citoyen rencontre de façon non intentionnelle d'autres points de vue que le sien, il prend conscience de l'existence d'autres opinions. L'autre élément fondateur de la démocratie est l'expérience partagée, elle fournit une sorte de « colle sociale ». Les grands médias concentrent l'attention, autour de quelques émissions phares, internet au contraire tendrait à balkaniser le discours politique. Sunstein rencontre ainsi tout un courant de la sociologie de la communication qui s'est particulièrement intéressé aux « media events ». Ceux-ci se présentent comme des rituels d'action symbolique régis par une dramaturgie cérémonielle. Il s'agit pour la société de renouveler son allégeance à ses valeurs fondamentales¹⁷.

Internet contrairement aux médias de masse n'est pas un acteur de ces grands rituels collectifs. A vrai dire, ces rituels sont en train de changer de nature indépendamment de l'émergence d'internet. En effet, les grands débats politiques télévisuels qui rythmaient la vie publique sont de plus en plus remplacés par des émissions d'« infotainment ». Faut-il considérer que les nombreux talk-shows où l'on voit de plus en plus souvent les hommes ou les femmes politiques sont principalement des lieux où l'on évite toute question politique ? Faut-il au contraire penser que c'est un lieu où se révèlent les qualités personnelles des candidats, élément aujourd'hui essentiel du choix politique ? Que de toute façon dans une télévision qui mêle de plus en plus la sphère intime et la sphère publique une telle évolution est inéluctable ?¹⁸

¹⁶ Azi Lev-On et Bernard Manin, « Internet : la main invisible de la délibération », *Esprit*, mai 2006.

¹⁷ Daniel Dayan et Elihu Katz, *La télévision cérémonielle*, Paris, PUF, 1996.

¹⁸ On trouvera dans le numéro 118 de *Réseaux* (2003) des points de vue très différents sur cette question, avec notamment une analyse quantitative sur les programmes européens (Kees Brants, « De l'art de rendre la politique populaire. Ou qui a peur de l'infotainment ? ») et une analyse qualitative des programmes français (Erik Neveu,

Comme toujours quand apparaît une nouvelle technique, celle-ci, avant d'éventuellement modifier la société, va s'inscrire dans des évolutions sociales existantes. Dans un monde où parole privée et parole publique se mélangent de plus en plus, il n'est pas étonnant qu'internet propose à ses utilisateurs d'interconnecter leurs discours. Internet s'inscrit également dans un contexte de large diversification des médias, où le récepteur est face à une offre beaucoup plus étendue qu'auparavant.

Pour pouvoir examiner comment l'internaute réagit face à ce foisonnement d'expressions publiques, il convient d'examiner comment ce champ informationnel est structuré. Est-il concentré ou éclaté ? Est-il ouvert à de nouveaux acteurs ? Y a-t-il des relations entre les sites ?

La concentration de l'information en ligne

Internet propose une information riche et abondante, quantitativement très importante. Ainsi une étude sur le référendum de 2005 sur la constitution européenne décompte plus de trois cents sites web qui abordent cette question. De même une recherche américaine [http://www.johnkeane.net/pdf_docs/teaching_sources/google/google.pdf] de 2003 décompte 1700 sites abordant la question de l'avortement¹⁹. Il est évidemment difficile de comparer internet aux médias classiques, puisque l'offre n'est pas de même nature. En effet, contrairement à la presse ou à la télévision, l'information sur le web reste disponible de façon permanente. Il est suffisant d'indiquer ici qu'internet est devenu aujourd'hui un média majeur.

Cette abondance de l'information en ligne se traduit-elle par une grande diversité de la réception de l'information. En fait, il n'en est rien, le citoyen concentre son attention autour de quelques sites qui viennent du monde traditionnel des médias et apportent *a priori* une information diversifiée et de qualité. Une enquête américaine [http://www.pewinternet.org/pdfs/PIP_2004_Campaign.pdf] réalisée sur la campagne présidentielle de 2004²⁰ montre qu'environ la moitié (48,5%) des internautes consultent les sites des grands médias (31,5%) ou des portails internet (17%), CNN.com réunissant à lui seul

« De l'art (et du coût) d'éviter la politique. La démocratie du *talk show* version française ». <http://www.cairn.info/revue-reseaux-2003-2.htm>

¹⁹ Guilhem Fouetillou, « Le web et le traité constitutionnel européen. Ecologie d'une localité thématique compétitive », *Réseaux*, 2007, n° 144. Matthew Hindman, Kostas Tsioutsoulouklis et Judy. A. Johnson, « Googlearchy : How a few heavily-linked sites dominate politics online », 2003, Midwest Political Science Association http://www.johnkeane.net/pdf_docs/teaching_sources/google/google.pdf. Le décompte des sites nécessite une méthodologie complexe qui ne se limite pas à une requête dans un moteur de recherche. Pour plus de détail, il convient d'examiner les indications méthodologiques de chacun des deux articles.

²⁰ Lee Rainie, Michael Cornfield et John Horrigan, « The Internet and Campaign 2004 », *Pew Internet & American Life Project*, p. 6, http://www.pewinternet.org/pdfs/PIP_2004_Campaign.pdf

20% de l'audience. Cette concentration du lectorat en ligne s'est beaucoup accrue puisqu'en 2000 les sites des grands médias et les portails ne réunissaient que le quart de l'audience.

Cette concentration croissante du lectorat s'explique en partie par un mécanisme propre à internet, celui des liens hypertextes. En effet, de nombreux internautes sont amenés sur un site grâce aux liens. L'étude américaine déjà citée qui a analysé l'usage du web sur six sujets politiques²¹ montre que le site principal recueille, selon le sujet, de 7 à 53 % des liens proposés par les autres sites, les dix sites principaux en recueillant de 36 à 83% et les cinquante premiers de 70 à 95%. On a ainsi une distribution statistique appelée loi de puissance où un tout petit nombre de sites reçoit l'essentiel des liens et où un très grand nombre en reçoit très peu.

Cette étude confirme également le rôle clé des moteurs de recherche dans l'accès à l'information des internautes. On sait notamment que Google classe les sites proposés lors d'une recherche en fonction du nombre de liens hypertextes reçus par ces sites. Les auteurs de cette étude parlent justement de *googlearchy* pour caractériser le phénomène qu'ils ont observé. Ils ont d'ailleurs constaté dans un autre travail qu'il y avait une forte corrélation entre le nombre de liens pointant sur un site et le nombre de visites. En définitive, contrairement à ce que pensaient ses premiers idéologues, internet est comme les autres médias, un espace très concentré. Cette situation « où le gagnant prend tout » a été repérée par un certain nombre d'économistes qui expliquent ainsi le succès d'entreprises *high tech* comme Amazon ou Facebook.

Un espace ouvert

Cette concentration des sites web signifie-t-elle qu'internet n'est en rien différent des autres médias. Evidemment non. Internet est un espace où il est plus facile qu'ailleurs de produire de l'information, où les barrières à l'entrée sont moindres. De nombreuses opinions s'expriment sur internet qui n'ont pas trouvé ou difficilement trouvé des espaces d'expression dans les médias classiques. Ce fut le cas lors du référendum sur la constitution européenne. Alors que les promoteurs du « oui » ont eu accès largement aux médias classiques, les partisans du « non » qui dans l'ensemble n'appartenaient pas aux organisations politiques dominantes, ont largement utilisé le web pour présenter leur opinion. D'après l'étude de Guilhem Fouetillou²², les deux tiers des sites web qui ont traité du référendum soutenaient le « non ». Dans ce cas, le web est apparu comme le moyen de communication de ceux qui

²¹ Avortement, peine de mort, contrôle de la vente d'armes, président, Congrès, politique générale, voir Hindman et alii, *op. cit.*, p. 21

²² Guilhem Fouetillou, *op. cit.*

étaient mal représentés dans les médias classiques. Par ailleurs, le web s'est aussi ouvert à des courants d'opinion minoritaires voire marginaux et notamment aux mouvements négationnistes et à différents groupes racistes. On constate dans ces champs, comme presque toujours sur le web, la même polarisation autour de quelques sites.

Au-delà de l'expression politique de groupes constitués (médias, organisations politiques ou idéologiques...), internet donne également la possibilité à des individus de prendre la parole à travers des sites d'auto-publication ou blogs. Contrairement à ce qui a parfois été dit, les blogs politiques ne constituent qu'une toute petite partie de la blogosphère, au mieux quelques dizaines de milliers parmi les deux millions de blogs actifs en France. Dans la typologie des blogs et de leurs publics [<http://www.cairn.info/revue-reseaux-2006-4-page-15.htm>] établie par Dominique Cardon et Héléne Delaunay-Teterel²³, le blog politique constitue une catégorie particulière qu'on peut caractériser par le fait que contrairement aux autres blogs (journaux intimes, journaux d'adolescents destinés à leur clan), l'énoncé est détaché de la personne de l'énonciateur, il indique son identité civile, souhaite échanger des opinions dans l'espace public (il reprend fréquemment des messages d'autres blogs sur le sien) et propose de nombreux liens externes vers le web, notamment vers les sites des médias et des partis. Enfin, les blogrolls, c'est-à-dire la liste des liens avec les blogs préférés, est plus longue. On sort d'un type de discours qui n'est jamais séparé de l'énonciateur et destiné à des groupes restreints pour entrer dans l'espace public. Les commentaires des lecteurs qui apparaissent comme dans tout blog sont plus nombreux et plus longs²⁴.

Une analyse plus fine des blogs politiques²⁵ permet de distinguer les auteurs : personnalités politiques nationales ou locales, commentateurs professionnels (journalistes qui le font dans le cadre de leur journal, journalistes indépendants, conseillers en communication), citoyens ordinaires. L'objectif du blog peut être de commenter la vie politique, de mettre en valeur une personnalité ou une organisation politique, de mobiliser les citoyens dans le cadre d'une élection ou autour d'un problème de société. On trouve dans les blogs politiques une concentration des liens et du lectorat analogue à celle que nous avons observée pour les sites web²⁶. Faut-il déduire de ces différents constats que le blog politique est un phénomène

²³ Dominique Cardon et Héléne Delaunay-Teterel, « La production de soi comme technique relationnelle. Un essai des blogs par leurs publics », *Réseaux*, 2006, n° 138, <http://www.cairn.info/revue-reseaux-2006-4-page-15.htm>

²⁴ Une analyse quantitative anglo-saxonne des commentaires laissés sur les blogs confirme ce résultat. Elle indique également que les commentaires représentent 30% du volume des textes des blogs. Voir Gilad Mishne et Natalie Glance, « Leave a reply : an analysis of weblog comments », *WWW2006*, Edinburg, <http://staff.science.uva.nl/~gilad/pubs/www2006-blogcomments.pdf>

²⁵ Fabienne Greffet, « Politics as usual ? Les blogs politiques français en 2005 », Colloque *Démocratie et dispositifs électroniques*, décembre 2005, <http://loiseau Gerard.free.fr/DELcolloque/DEL.%20militantisme/DEL%2012.%20Greffet.%20blogs.pdf>

²⁶ Daniel Drezner et Henry Farrell, « The power and politics of blogs », *American Political Science Association*, 2004, <http://www2.scedu.unibo.it/roversi/SocioNet/blogpaperfinal.pdf>

relativement marginal auquel participent peu de citoyens et dont le lectorat est très concentré ? L'influence des blogs dans le débat public national est rarement directe, elle passe le plus souvent par l'intermédiaire des grands médias. Une étude américaine [<http://www2.scedu.unibo.it/roversi/SocioNet/blogpaperfinal.pdf>]²⁷ montre que les blogs les plus connus sont lus et cités par les journalistes. Ils ont un pouvoir d'interpellation ou même de mise sur l'agenda. On connaît l'histoire de Dan Rather, ce journaliste vedette de CBS dont les fausses révélations sur le passé militaire de Bush ont été dénoncées par des blogueurs. Ceux-ci sont donc devenus des nouveaux acteurs de l'information. Les blogs quand ils sont réalisés par des professionnels et notamment par des journalistes proposent un type d'écriture radicalement nouveau. Pour Donald Matheson, il s'agit d'une « connaissance-processus » et non plus d'une « connaissance-produit »²⁸. L'auteur présente ses différentes sources, les commente, propose de nombreux liens hypertextes. C'est donc un format d'information qui interpelle le lecteur et suscite commentaires et débats.

La cartographie de l'espace informationnelle en ligne

Les différents travaux évoqués ici sur les sites web ou sur les blogs montrent donc que l'espace de l'information en ligne est fortement polarisé autour de sites qui sont devenus des références, ils sont les plus lus, les plus cités et les plus commentés. Si pour beaucoup d'entre eux, il s'agit d'acteurs médiatiques ou politiques existants, de nouveaux acteurs sont également apparus (le cas des sites « nonistes » du référendum européen en est la plus belle illustration). Comme toujours l'innovation a rebattu en partie les cartes. Mais il faut aller plus loin dans cette analyse de la topographie du web. Est-ce que ces sites même inégaux sont organisés de façon éclatée, par famille d'opinions ou, au contraire, permettent-ils une circulation des internautes dans l'espace des opinions? Nous manquons aujourd'hui d'études sur le parcours des internautes dans le domaine politique²⁹, par contre on peut étudier comment les éditeurs incitent à naviguer sur le web, à aller consulter d'autres informations à travers les liens hypertexte qu'ils proposent à leurs lecteurs.

Une recherche [[http://delivery.acm.org/...](http://delivery.acm.org/)] réalisée sur les blogs américains pendant les élections présidentielles de 2004³⁰ montre que si les liens sont nombreux (14 en moyenne), ils

²⁷ *Ibidem*

²⁸ Donald Matheson, « Weblogs and the epistemology of the news : some trends in online journalism », *New media & society* 2004, vol. 6, n° 4, pp. 443-468. L'auteur a principalement travaillé sur les blogs des journalistes du *Guardian*.

²⁹ Pour une étude sur les parcours sur internet de façon générale voir le n° 116 de *Réseaux*, <http://www.cairn.info/revue-reseaux-2002-6.htm>

³⁰ Lada Adamic et Natalie Glance, « The political blogosphere and the 2004 US Election : Divided their blog », *Proceedings of the third international workshop on link discovery*, Chicago, 2005, [http://delivery.acm.org/...](http://delivery.acm.org/) Une autre étude réalisée au début du web donnait un chiffre voisin, cf. Andrew Chin, « Making the world wide

sont pour l'essentiel (91%) tournés vers leur propre camp. On notera toutefois que les blogs les plus lus sont un peu moins intravertis (85%). L'étude déjà citée sur le référendum européen donne des résultats assez différents puisque les liens « intracommunautaires » sont plus faibles : 76% pour les sites du « non » et 53 % pour les sites du « oui ». Cette plus grande extraversion s'explique par la spécificité de ce débat. En effet, deux organisations politiques, le Parti socialiste et les Verts, se sont divisées au cours de la campagne, aussi de nombreux liens qui préexistaient à la « partition référendaire »³¹ sont restés. Une autre spécificité vient du fait que les sites du « oui » sont plus tournés vers les sites des institutions et des grands médias³² qui globalement leur sont favorables que les sites « nonistes » qui doivent pour leur information de référence se lier à des sites internes à leur propre camp. Ces caractéristiques particulières du débat sur le référendum européen expliquent donc l'écart qui existe entre les résultats des études française et américaine.

En définitive, des études sur la concentration des sites web et des blogs et de celles sur l'espace des liens hypertextes, on peut tirer deux premiers résultats qui permettent de répondre à la thèse de Sunstein. Internet, malgré sa diversité, est polarisé autour d'un nombre restreint de sites. Les sites généralistes sont généralement réalisés par des journalistes, soit qu'ils soient associés à un média existant, comme CNN.com, soit qu'ils soient un assemblage de dépêches d'agence de presse, ce qui est souvent le cas des sites d'information des grands portails, soit encore qu'il s'agisse de nouvelles entreprises de presse, comme Rue 89. Comme les médias généralistes, ils offrent une information relativement diversifiée. Mais internet a aussi permis à une nouvelle presse d'opinion de se développer, car l'investissement initial est beaucoup plus restreint qu'avec les médias traditionnels. Pour ces « web d'opinion » ou ces blogs spécialisés, on trouve au sein de leurs sous-communautés la même polarisation sur quelques sites. Dans ce domaine qui est évidemment l'aspect le plus novateur d'internet, la faiblesse des liens de ces sites avec d'autres secteurs de l'opinion peut constituer un vrai risque de balkanisation de l'espace public, de communautarisation de l'opinion. Mais pour prendre la mesure de ce risque, il nous faut examiner une autre partie d'internet : les débats entre internautes qui se manifestent notamment dans les forums, les chats ou les listes de discussion³³. C'est par définition le lieu d'une démocratie délibérative en ligne.

web safe for democracy », *Hastings Communications & Entertainment Law Journal*, 1997 (309).

³¹ G. Fouetillou, *op. cit.*, p. 291.

³² Les sites du « oui » ont en moyenne 1,2 liens vers les institutions et les grands médias, contre 0,7 pour les sites du « non ».

³³ Il existe d'autres modes de débat sur internet, notamment les commentaires sur les blogs qui, rappelons-le, représentent 30% du contenu des blogs. Une analyse fine du débat sur les blogs reste à faire.

Les débats sur internet

Une enquête menée par Jennifer Stromer-Galley auprès des participants à trois groupes de discussion en ligne permet de voir si les interactions se déroulent au sein de communautés homogènes (thèse de l'homophilie) ou hétérogènes. Incontestablement, internet permet de rencontrer des gens qui pensent comme vous. On retrouve là la thèse des communautés d'intérêt qui est au cœur du développement d'internet. Cette demande de rencontre de personnes d'opinions proches semble d'autant plus forte que l'individu se trouve idéologiquement isolé dans son environnement naturel (*off line*). On voit ainsi qu'on ne peut pas analyser l'impact d'internet indépendamment du contexte de la vie réelle.

A l'inverse, de nombreux interviewés valorisent la diversité. Ils expriment le plaisir qu'il y a à rencontrer en ligne des gens différents d'eux par leur origine social ou géographique, mais aussi des gens qui pensent différemment. Ces internautes rencontrent ainsi un public devant lequel ils peuvent s'exprimer. Parfois, ces opinions différentes peuvent les inquiéter ou les heurter, mais c'est plutôt perçu comme une occasion de clarifier ses idées, d'affûter ses arguments. De telles occasions existent rarement dans la vie réelle. En effet, les travaux de Wyatt et Katz sur les conversations politiques³⁴ montrent que celles-ci se déroulent le plus souvent à la maison et au travail et ont lieu pour l'essentiel (80 à 85%) avec des gens avec lesquels on n'a pas de désaccords fréquents.

Si on généralise les conclusions de l'étude monographique de Stromer-Galley, on peut considérer qu'internet favorise le débat public. Mais il s'agit d'un débat intentionnel, ces internautes ont décidé de venir spécifiquement sur ces sites. Alors que la participation au débat public en ligne est souvent moins intentionnelle qu'on ne le croit. Une étude menée aux Etats-Unis sur le site Slashdot, conçu pour les passionnés d'informatique, montre que les débats politiques qui se sont tenus sur ce site pendant les élections présidentielles de 2004 ont eu un succès important. Ces discussions politiques qui représentent moins de 5% de l'ensemble ont été les plus actives. Les commentaires sont plus fréquents. En moyenne, il y en a 35% en plus³⁵. On a également remarqué en France, que lors de la dernière élection présidentielle, les débats politiques furent également importants sur des sites leader non politiques comme doctissimo (site sur la santé) ou hardware (site sur l'informatique). On trouve là l'équivalent de ces rencontres aléatoires d'orateurs dans les parcs que Sunstein met à l'origine de la démocratie délibérative américaine.

³⁴ Robert Wyatt, Elihu Katz and Joohan Kim, « Bridging the spheres : Political and personal conversation in public and private spaces », *Journal of Communication*, 2000, Vol. 50, n° 1, pp. 71-92.

³⁵ Clifford Arthur Cochise Lampe, « Talking politics on the side: political conversation on Slashdot », *DIAC 2005*, Stanford, <http://www.online-deliberation.net/conf2005/viewpaper.php?id36>, p. 16.

Mais on peut aussi envisager d'utiliser internet de façon plus volontariste. Au sein de l'Electronic Dialogue Project lancé lors des élections présidentielles de 2000, on proposa à un échantillon d'Américains de participer à 60 groupes de discussion politique qui se réunissaient régulièrement en direct. Ces débats en ligne ont manifestement accru la participation au vote et l'engagement dans la vie locale³⁶. Cela reste, malgré tout, une expérience restreinte qui peut néanmoins servir de modèle pour l'organisation de débat public, cette démocratie dialogique étudiée par Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe³⁷. Internet dans ce cas peut permettre de mettre au point des procédures qui peuvent enrichir le débat public et favoriser la participation des citoyens³⁸.

Internet et l'engagement politique

Pour terminer ce panorama de la place d'internet dans le fonctionnement démocratique, il convient d'examiner le rôle que joue le réseau informatique dans l'activité militante. Dans un contexte où l'engagement militant est souvent en crise (diminution du nombre de militants, hésitation à s'« encarter »...), internet a ouvert un outil adapté aux nouvelles formes de militantisme aussi bien dans les partis traditionnels que dans les nouvelles organisations militantes. L'expérience de *Temps réels*, la section virtuelle du Parti socialiste est intéressante à observer. L'idée de départ était de tenter de réunir des militants en faisant fi de l'habituel ancrage géographique. Mais cette section particulière, et c'est là son aspect le plus novateur, est également devenue un lieu de discussion essentielle du PS sur les technologies d'information et de communication, le débat étant organisé non seulement entre les adhérents de la section (60), mais avec d'autres membres du Parti (70) et avec des « correspondants » (100)³⁹ qui participent au débat sans adhérer. Ainsi dans son domaine particulier de compétences, *Temps réels* a organisé une nouvelle forme de débat qui dépasse les limites de l'organisation. Le débat est actif, puisque 60% des membres interviennent.

Cette nouvelle forme de participation électronique a été au cœur du site de Ségolène Royal *Désirs d'avenir*. Il s'agissait là aussi de faire appel à des expertises ou des témoignages

³⁶ Vincent Price et Joseph Cappella, « Online deliberation and its influence: The electronic dialogue project in campaign 2000 », *IT&Society*, 2002, Vol. 1, n° 1, pp. 303-329, <http://www.stanford.edu/group/siqss/itandsociety/v01i01/v01i01a20.pdf>

³⁷ Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Le Seuil, Paris, 2001.

³⁸ Voir par exemple le cas étudié par Nicolas Benvegna, « Les éoliennes en Atrébatie : Les TIC dans la boîte à outils de la démocratie dialogique », *Hermès*, 2007, n° 47, pp. 29-40. Voir également Laurence Monnoyer-Smith, « Le débat public en ligne : une ouverture des espaces et des acteurs de la délibération ? », in *Le débat public : une expérience française de démocratie participative* (ouvrage collectif), La Découverte, Paris, 2007.

³⁹ Chiffres de décembre 2003. Godefroy Beauvallet et Maurice Ronai, « Vivre à temps réels. Le renouvellement des pratiques militantes autour des TIC est-il possible au sein des partis de gouvernement ? », *Réseaux*, 2005, n° 129-130, p. 284, <http://www.cairn.info/revue-reseaux-2005-1-page-275.htm>

spécifiques venant de la base, au-delà du parti. Le résultat est mitigé⁴⁰. D'un côté, le lectorat fut faible (125 000 « visiteurs uniques » par mois, soit 10% du lectorat du site de *Libération*), de l'autre la production militante fut considérable (en octobre 2006, 45 000 messages avaient été écrits). Mais l'élément le plus novateur vient du déplacement de l'activité militante qui abandonne le discours oral, la réunion réelle, pour la rédaction de fiches normalisées. La participation militante nécessite d'autres compétences, elle est cadrée par des procédures strictes.

Evidemment, ce modèle n'est pas la conséquence de l'utilisation du média internet. Il suffit pour s'en convaincre de comparer *Désirs d'avenir* au site de campagne de François Bayrou. Dans ce cas, la participation des militants est toute différente. Il ne s'agit plus d'argumenter, de délibérer mais d'exprimer ses sentiments, ses émotions de campagne. Les internautes qui interagissent sont plutôt des néo-militants qui ont besoin de se conforter et souhaitent partager l'expérience commune⁴¹.

Si les grandes organisations politiques commencent donc à se saisir d'internet, l'outil a été utilisé en premier lieu par les nouvelles formes de militantisme qui sont faiblement dotées en ressources organisationnelles. Dans ce cas, internet n'accompagne pas la vie militante, mais il en devient un des instruments clés. Attac est un bel exemple de cette situation. A l'origine, internet avait été conçu comme un moyen de mutualiser de l'information entre les militants. Mais très vite, il devient un outil qui permet de lancer des débats transversaux dans l'organisation indépendamment des instances dirigeantes. Ces débats qui, comme le plus généralement sur internet, n'ont comme membres actifs qu'une petite minorité, acquièrent soudain une forte visibilité, puisqu'à défaut d'avoir beaucoup de membres actifs il y a beaucoup de messages. Cette « puissance du nombre » évoquée par Gabriel Tarde dans *L'opinion et la foule* permet de créer de nouveaux rapports de force dans l'association⁴². Les animateurs de certaines de ces discussions obtiennent ainsi un nouveau pouvoir d'interpellation. Ils peuvent faire inscrire à l'agenda de l'association certains points qui leur tiennent à cœur.

Internet est donc incontestablement un outil qui a permis à la base des militants d'Attac de s'exprimer. Il permet de réduire la distance entre les dirigeants et la base. Il y a néanmoins un risque, c'est que les personnes les plus actives sur le réseau se proclament représentants de la base, alors qu'ils n'ont pas été élus et qu'une partie de leur légitimité vient de leur capacité

⁴⁰ Voir Godefroy Beauvallet, « Parti de campagne : Militer en ligne au sein de 'Désirs d'avenir' », *Hermès*, 2007, n° 47, pp. 155-166.

⁴¹ Voir Marie-Anne Nourry, *Mémoire du master de communication des institutions*, Université de Marne de Vallée, 2007.

⁴² Je reprends ici les conclusions du très bon travail de Flore Trautmann, « Internet au service de la démocratie ? Le cas d'Attac », *Cahiers du Cevipof*, 2001, n° 30,

<http://www.cevipof.msh-paris.fr/publications/cahiers/CahierDuCEVIPOF30.pdf>

à être actifs, voire omniprésents dans ce nouvel espace. Dans une organisation qui a eu à gérer de nombreux conflits internes, on voit bien que les rapports entre internet et la démocratie sont très ambivalents.

Mais plus on s'éloigne d'une action militante solidement organisée à travers des organisations pérennes, plus il y a une proximité entre la forme réticulaire d'internet et celle de certaines nouvelles formes d'action politique. Fabien Granjon parle ainsi d'« affinité structurelle » entre internet et le « mouvement anti-mondialisation »⁴³. Ce mouvement qui s'organise à travers les temps forts réguliers des forums sociaux mondiaux est un réseau transnational de militants. Il convient de faire circuler l'information, de la synthétiser, parfois de la traduire, de la capitaliser à travers un réseau qui n'a pas de centre. On est donc assez éloigné du modèle de *Désirs d'avenir* où internet est un moyen de recentralisation, de celui d'Attac (en dépit de la proximité idéologique) où il y a constamment tension entre l'élaboration des positions par les votes et l'appareil, d'une part, et par internet, d'autre part. Il y a dans le néo-militantisme altermondialiste des forums sociaux un projet politique qui converge avec le modèle d'internet, il s'invente là une tentative nouvelle de démocratie réticulaire qui est bien en phase avec le militantisme de la société civile. Pierre Rosanvallon note de son côté qu'une des principales caractéristiques des nouveaux mouvements sociaux est d'assurer ces activités de vigilance, de dénonciation et de notation qui sont à la base de la « contre-démocratie ». Il remarque également quelques pages plus loin qu'internet est particulièrement adapté à ce type d'actions⁴⁴. Ainsi le lien qui apparaît entre les nouveaux mouvements sociaux et internet n'est pas seulement qu'ils fonctionnent tous les deux en réseau, mais qu'ils occupent des fonctions voisines. La démocratie réticulaire est en somme une contre-démocratie.

Conclusion

Internet, comme les autres outils médiatiques, a été marqué par les représentations que ses concepteurs pouvaient avoir de la communication sociale et politique. Ceux-ci furent autant des innovateurs sociaux que des innovateurs techniques. Ils sentirent et expérimentèrent ces nouvelles formes de relations sociales qu'on peut appeler « individualisme connecté » [<http://www.cairn.info/revue-reseaux-2004-2-page-17.htm>] et qui

⁴³ Fabien Granjon, « Mouvement anti-mondialisation et dispositifs de communication sur réseaux », Colloque 2001, Bogues, 2001, *Globalisme et pluralisme*, Presses de l'université de Laval, 2003, tome 4, pp. 137-154. Voir également du même auteur *L'internet militant*, Apogée, Paris, 2001.

⁴⁴ Pierre Rosanvallon, *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Le Seuil, Paris, 2006, p.68 et 75.

caractérisent aussi bien la vie privée que la vie professionnelle⁴⁵. Cette forme sociale apparaît aussi dans les nouveaux types d'engagement militant où l'individu choisit ses modes d'intervention, mais toujours en coordination avec les autres. Internet a donc une homologie forte avec de nouvelles formes de participation et de délibération démocratiques. Certes, tous les internautes, loin de là, ne sont pas des visiteurs des sites d'information et de débat politique, néanmoins de nouveaux dispositifs d'information sont apparus, de nouvelles formes de débats se mettent en place.

Malgré sa nouveauté réelle, internet reproduit certaines caractéristiques des médias précédents. L'audience est fortement concentrée sur quelques sites de référence. Ceux-ci constituent donc ce terreau d'informations communes nécessaires à notre fonctionnement social. Internet est un réseau, une toile où les différentes informations sont reliées les unes aux autres. Cette géographie des liens hypertextes est moins ouverte qu'on ne pouvait le penser. Il y a donc un risque que le web ressemble plus à un archipel qu'à une toile unique. Mais cet éclatement des sources d'information se retrouve également dans d'autres médias.

En définitive, internet n'a pas en lui-même d'effet négatif sur la délibération démocratique. Il s'est en partie moulé sur les caractéristiques de notre société, mais il offre aussi de réelles opportunités pour de nouvelles formes démocratiques, multiples et réticulaires, où le citoyen ne se contente pas d'élire ses représentants, mais où il peut débattre, surveiller et évaluer leurs actions.

Texte paru dans laviedesidees.fr, le 14 janvier 2008

© laviedesidees.fr

⁴⁵ Patrice Flichy, « L'individualisme connecté, entre la technique numérique et la société », *Réseaux*, 2004, n° 124, pp. 17-51, <http://www.cairn.info/revue-reseaux-2004-2-page-17.htm>